



# infos

Composé et Imprimé par le SNUipp Finistère  
113 route de Pont-L'Abbé 29000 QUIMPER  
Dir. G. Barré CPPA 03 10S07227

☎ 02 98 53 76 77 OU 02 98 53 72 34

FAX : 02 98 55 55 14

**e.mail :** [snu29@snuipp.fr](mailto:snu29@snuipp.fr) **Le 16 janvier 2008**

**Notre site :** <http://29.snuipp.fr>

## 24 JANVIER : TOUS EN GREVE, TOUS DANS LA RUE

### Service minimum d'accueil :

### Non à la remise en cause du droit de grève !

Le ministre X Darcos vient à nouveau d'annoncer sa volonté d'instaurer un service minimum dans les écoles, notamment organisé par les municipalités. Le ministre cherche à limiter la portée du droit de grève

Le SNUipp s'opposera à toute remise en cause du droit de grève des enseignants des écoles. L'annonce du financement des dispositifs d'accueil municipaux par les retenues de salaire des enseignants grévistes constitue un véritable détournement de fonds !

Le SNUipp rappelle que le recours à la grève s'effectue toujours pour des raisons d'avenir et d'efficacité du Service Public d'Education, dans l'intérêt des élèves et des personnels.

Plutôt que d'un service d'accueil minimum les jours de grève, le ministre ferait mieux de répondre aux revendications des personnels : création de postes d'enseignants, recrutement en nombre suffisant, transformation de l'école pour la réussite de tous. Cela nécessite une toute autre logique budgétaire que la suppression de milliers de postes dans l'éducation.

**Le SNUipp appelle à participer massivement à la grève et aux manifestations le 24 janvier.**

PRESSE

Dispensé de timbrage **QUIMPER CTC**

SNUipp29 INFOS  
113 route de Pont L'Abbé  
29000 QUIMPER

Déposé le 17/01/2008

# P

**P R E S S E**

DISTRIBUÉE PAR

**LA POSTE** 



**Sommaire** : P 1 :Service minimum d'accueil; P 2 : Instituteurs et prêtres : non au mélange des genres ; campagne de solidarité JPA ; Conseil de formation P3 : lettre aux parents d'élèves ; Communiqué intersyndical Fonction Publique P 4 :Communiqué départemental intersyndical éducation nationale

## **Instituteurs et prêtres : non au mélange des genres !**

Dans un discours prononcé au Latran, le président de la République a cru bon d'affirmer que « dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur même s'il est important qu'il s'en rapproche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance,... » !

Cette affirmation est surprenante et choquante. Elle est source de confusion et risque de remettre en cause, si elle était confirmée, la conception de la laïcité telle qu'elle s'est construite en France depuis l'adoption de la loi de 1905.

Les programmes d'enseignement de l'école publique intègrent l'acquisition des connaissances, la transmission des valeurs et l'apprentissage de la citoyenneté. Depuis l'adoption des lois Ferry sur l'école publique, laïque et obligatoire, les enseignants des écoles, quelles que soient leurs convictions personnelles s'y emploient. C'est une garantie pour le respect de la liberté de conscience des enfants et des familles. Mêler et, de plus hiérarchiser dans l'acte éducatif, comme le fait le président de la République, l'instituteur et le prêtre, le pasteur et l'imam constitue une véritable provocation vis-à-vis de l'école publique et de ses personnels qui transmettent le respect des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité et de solidarité.

Le SNUipp rappelle son attachement à la laïcité de l'école. Cela doit se traduire par le devoir de scolariser tous les enfants présents sur notre territoire et le soutien aux équipes éducatives qui, au quotidien, construisent l'intégration de tous les jeunes. Quelles que soient la situation de leurs parents, leurs origines, leurs opinions philosophiques ou religieuses.

## **Campagne de solidarité et de citoyenneté 2008 de la JPA**

Un quart des 5 – 19 ans, soit 2 800 000 enfants ne sont pas partis en vacances cet été. La fréquentation des séjours collectifs est à la baisse pour des raisons essentiellement financières.

La collecte nationale, élément important de la campagne de solidarité et de citoyenneté de la Jeunesse au Plein Air (confédération laïque des œuvres de vacances d'enfants et d'adolescents) permet de recueillir chaque année des sommes qui sont distribuées sous forme d'aides individuelles au départ en vacances collectives à plusieurs milliers d'enfants.

Cette 63<sup>ème</sup> campagne de solidarité est cette année encore placée sous le parrainage de 4 grands navigateurs, spécialistes de la course au large : Michel Desjoyaux, Roland Jourdain, Jean Le Cam et Vincent Riou. Elle se déroulera dans les écoles publiques du département du 16 janvier au 10 février 2008.

Pour que le mot « solidarité » prenne tout son sens, nous vous demandons de lui réserver le meilleur accueil.

Pour plus de renseignements sur la JPA, rendez vous sur son site : [www.jpa.asso.fr](http://www.jpa.asso.fr)

Patrick QUELAUDREN

## **CONSEIL DE FORMATION**

Réuni le lundi 14 janvier, le conseil de formation a fait le bilan de l'année 2006/2007 en matière de formation continue. Même si l'Inspecteur note avec une certaine satisfaction que le Finistère est le seul département de l'académie à voir son volume de formation augmenter, on peut tout de même se montrer légitimement inquiets sur un grand nombre de points.

Dans ce volume de formation, on compte sans doute les formations de personnels non remplacés (directeurs sur leur temps de décharge, membres des réseaux) ou hors temps de travail.

Le nombre de places proposées dans un certain nombre de stages est loin d'être suffisant par rapport à la demande des collègues, en particulier pour ceux qui, en ayant assez de se voir bloqués dans le mouvement cherchent à passer une habilitation langues. La mise en place de la loi sur le handicap génère également beaucoup d'inquiétudes chez les collègues qui sont très demandeurs de formation continue sur ce thème. Quant à la formation ASH, on peut considérer qu'elle est loin d'être à la hauteur des besoins du département : manque de chefs d'établissements spécialisés, grosse pénurie de maîtres E, quasi disparition des maîtres G, et gros soucis pour tous les autres !

L'augmentation du nombre de PE2 qui pourrait permettre plus de départs l'an prochain n'étant pas, loin de là, à l'ordre du jour, le manque cruel de remplaçants, sont des facteurs qui ne vont pas, je le crains, permettre d'améliorer les propositions de formation continue pour les années à venir. Qu'il est loin le temps où les instituteurs pouvaient espérer une semaine de FC par année scolaire !

Les représentants du SNUipp ont réclamé qu'un effort particulier soit fait pour des stages préparant à l'habilitation langues, à l'accueil des élèves handicapés et aux différentes formations CAPA-SH

Madame, Monsieur,

Nous serons en grève le 24 janvier, comme l'ensemble des personnels de la Fonction Publique et de l'Education nationale.

Ce qui nous préoccupe avant tout, c'est la réussite scolaire de tous vos enfants. Aujourd'hui encore trop d'élèves connaissent des difficultés. Des solutions existent pour faire évoluer l'école. Nous souhaitons faire évoluer notre métier pour travailler mieux et autrement. Mais les choix du gouvernement compromettent cet avenir. La suppression de 11 200 postes dans l'Education nationale ne peut répondre aux exigences de la réussite de tous !

Le ministère annonce que le nombre de nouveaux élèves sera inférieur aux prévisions à la rentrée prochaine. Cela correspond à une poursuite du recul de la scolarisation des moins de 3 ans, scolarisation pourtant essentielle à la réussite de tous les élèves.

Les créations de postes restent insuffisantes : elles correspondraient à la création d'un poste pour 30 élèves supplémentaires. Les recrutements d'enseignants sont en baisse. Les conditions de travail dans les classes vont se dégrader : plus d'élèves par classe, moins d'enseignants spécialisés pour aider vos enfants, des remplacements non assurés, une baisse de la formation continue des enseignants pourtant indispensable pour une éducation de qualité.

Alors que l'Ecole a besoin de personnels statutaires et qualifiés, c'est toujours la précarité pour les auxiliaires et les emplois de vie scolaire.

D'autre part, la dégradation du pouvoir d'achat, que chacun connaît, n'est plus acceptable. Le Ministère de la Fonction Publique n'a pas répondu aux attentes exprimées avec force par les personnels lors de la journée du 20 novembre dernier. Le gouvernement refuse de prendre en compte leurs revendications : une véritable politique de l'emploi public, la garantie d'un service public de qualité sur tout le territoire ainsi qu'une amélioration du pouvoir d'achat des agents de la Fonction Publique. La défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires est une garantie pour l'ensemble des salariés.

En défendant les services publics de qualité et de proximité, nous défendons l'intérêt général : l'école, la poste, les transports, les hôpitaux, l'administration, la justice, l'énergie... doivent répondre aux besoins de tous, de façon égalitaire sur l'ensemble du territoire. Qui peut croire, selon la formule du premier Ministre que « moins de services, moins de personnels, moins d'Etat » peut améliorer notre société ?

C'est pour toutes ces raisons que nous serons en grève le jeudi 24 janvier. Nous comptons sur votre soutien et votre compréhension.

## Communiqué des organisations syndicales de la Fonction publique

La forte mobilisation du 20 novembre 2007 a contraint le gouvernement à ouvrir une négociation salariale ce lundi 17 décembre 2007.

**Or, les propositions qui ont été faites par le ministre chargé de la fonction publique ne sont pas acceptables tant sur la forme que sur le fond.**

En effet, le gouvernement refuse d'accorder une mesure générale de revalorisation du point d'indice, seule à même d'assurer un réel maintien du pouvoir d'achat pour l'ensemble des agents de la fonction publique.

Au contraire, il persiste à faire entrer dans le maintien du pouvoir d'achat des mesures individuelles de promotion (glissement vieillesse technicité), ce qui revient à nier le principe même de déroulement de carrière.

**Ces pseudo négociations ne peuvent donc nous convenir car elles portent atteinte de façon frontale aux principes même de la négociation collective des salaires dans la fonction publique pour les remplacer par une individualisation des rémunérations.**

**Les mesures de gestion des ressources humaines annoncées dans le cadre de la réforme des politiques publiques heurtent également de façon frontale les fondamentaux du statut général de la fonction publique et vont contribuer à amplifier les suppressions d'emplois.**

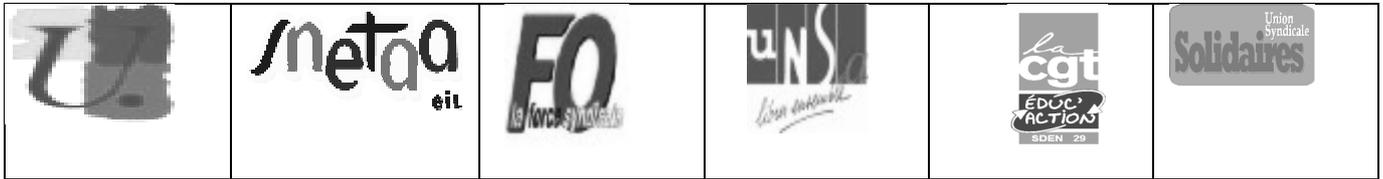
Pour l'ensemble de ces raisons, les organisations syndicales refusent de participer cette semaine à la conférence et à la réunion organisées par le ministère de la fonction publique.

**Elles appellent sur leur plateforme commune à l'action le 24 janvier 2008 par la grève et les manifestations pour exiger l'ouverture de réelles négociations sur la valeur du point d'indice et la refonte globale des grilles indiciaires, afin de permettre le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat.**

Paris le 18 décembre 2007

**ENQUÊTES SUR LA SCOLARISATION DES ENFANTS EN SITUATION DE  
HANDICAP  
PETITION POUR MIEUX D'ECOLE**

**PENSEZ À NOUS LES RAMENER !**



- ✗ Pour le rattrapage immédiat des pertes de pouvoir d'achat des retraités et des actifs.
- ✗ Pour une augmentation du point d'indice pour tous.
- ✗ Pour une véritable prise en compte des besoins en terme de service public et donc d'école : NON aux suppressions de postes annoncées : 11200 rien que pour 2008
- ✗ Pour des créations de postes pour alléger les effectifs par classe et améliorer la qualité de l'accueil de tous les élèves.
- ✗ Contre les heures supplémentaires imposées au détriment de la pédagogie et de l'emploi
- ✗ Contre les 'réformes', imposées à la va-vite :
  - ▶ sur l'accompagnement éducatif, en lieu et place de l'amélioration des conditions de travail dans les classes
  - ▶ retrait de la note Darcos sur les BAC PRO en 3 ans
  - ▶ arrêt des expérimentations bidon
- ✗ Pour le maintien de la carte scolaire, garantie de l'accès pour tous à l'établissement le plus proche de chez soi
- ✗ Pour la scolarisation des enfants dès deux ans pour les familles qui le souhaitent
- ✗ Pour le maintien des statuts, garantie de l'indépendance et de la neutralité des fonctionnaires, dans l'intérêt des citoyens
- ✗ Contre le cynisme du Gouvernement en matière de dialogue social

Avec l'ensemble de la fonction publique  
**Grève jeudi 24 janvier 2008**  
**Manifestations 10 h 30**

- ➡ Quimperlé (Salle Coat Ker)
- ➡ Morlaix (Place de la Mairie)
- ➡ Brest (Place de la Liberté)
- ➡ Quimper (Place de la Résistance)